

# Les mesures anti Covid reconduites

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5287 - Dimanche 31 janvier 2021 - Prix : 10 DA

ENIEM

## Vers le rééchelonnement de la dette de l'entreprise

Manque flagrant de centres de désintoxication et de sevrage

## En Algérie, les toxicomanes livrés à eux-mêmes

### 2021, une deuxième année en entier vouée à la lutte contre l'épidémie

Par Mohamed Habili

**L**e premier mois de 2021 s'en va avec une épidémie non pas en recul, comme on pouvait s'y attendre à la fin de l'année dernière, mais sur une pente ascendante, pour l'essentiel dans la même partie du monde déjà fortement éprouvée par elle. La première bonne nouvelle, c'est que les campagnes de vaccination ont commencé, y compris chez nous et cela depuis hier, et qu'elles vont se poursuivre selon toute apparence pendant les 11 mois qui restent de l'année, et peut-être au-delà. La deuxième, c'est que la propagation du virus, si elle est planétaire, n'est cependant pas animée de la même vitesse, ni probablement porteuse de la même dangerosité dans toutes les régions du monde, bien qu'elle soit partout présente et qu'elle se traduise par des effets de même nature. L'Afrique et l'Asie restent relativement épargnées en comparaison de l'Europe et des Amériques, une différence qu'on est encore loin de pouvoir s'expliquer. La traditionnelle explication par les différences de climat laisse beaucoup à désirer dans ce cas précis. Le climat est l'une des caractéristiques d'un milieu géographique, elle n'est pas la seule. Comme le virus ne se propage pas dans le vide mais dans un milieu concret, il en subit les contraintes, les spécificités, l'inertie, l'impédance.

Suite en page 3

### Début à Blida de la vaccination anti Covid-19

# Une femme dentiste reçoit la première dose

- Fourar : «Distribution du vaccin dans les deux prochains jours dans toutes les wilayas»
- La Russie propose à l'Algérie de produire localement le vaccin Spoutnik-V



Ph/D. R.

Après plusieurs mois d'attente et de spéculations autour des vaccins anti Covid-19, la campagne de vaccination a été lancée, hier, par le ministre de la Santé à partir de Blida. La première citoyenne vaccinée est une dentiste qui a assuré ne pas souffrir d'effets secondaires, appelant les citoyens à se faire vacciner. [Page 2](#)

Ferhat Ait Ali Braham :

## Les délais d'acquisition des véhicules importés ne relèvent pas des prérogatives du ministère

RND

## Création d'un Observatoire d'analyse et de prospective

Début à Blida de la vaccination anti Covid-19

# Une femme dentiste reçoit la première dose

■ Après plusieurs mois d'attente et de spéculations autour des vaccins anti Covid-19, la campagne de vaccination a été lancée, hier, par le ministre de la Santé à partir de Blida. La première citoyenne vaccinée est une dentiste qui a assuré ne pas souffrir d'effets secondaires, appelant les citoyens à se faire vacciner.

Par Thinhinene Khouchi

Comme prévu, la première opération de la campagne de vaccination contre le nouveau coronavirus (Covid-19) a été lancée hier à partir de la wilaya de Blida, sous la supervision du ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, en présence du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed, le ministre délégué chargé de la Réforme hospitalière, Smail Mesbah, ainsi que le porte-parole officiel du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du nouveau coronavirus, D' Djamel Fourar. Le coup d'envoi a été donné à partir de la polyclinique de la cité «Les Bananiers». Cette campagne de vaccination va cibler dans sa première phase les personnes âgées et les malades chroniques avant d'être généralisée aux autres franges de la population. S'exprimant lors de cette jour-

née, Benbouzid a affirmé que la vaccination contre le nouveau coronavirus se fera de manière «progressive» et concernera toutes les wilayas «sans exception», appelant les citoyens à adhérer à cette campagne «importante». Il a souligné que les hautes autorités du pays s'attellent à l'acquisition de quantités suffisantes pour vacciner le plus grand nombre de la population, et partant, assurer l'immunité collective. Rappelant que cette opération intervient en application des instructions du président de la République, qui avait annoncé le début de la campagne de vaccination en janvier, le ministre a mis en avant le travail «sérieux et constant» des membres du Comité scientifique chargé du suivi de la pandémie de nouveau coronavirus, en coordination avec le gouvernement. «En dépit de la course internationale et de la forte pression sur les plus grands laboratoires internationaux, nous sommes au rendez-vous. L'Algérie a reçu, vendredi, son premier lot de vaccins, choisi suivant des critères précis en termes d'efficacité et de sécurité», a ajouté le ministre de la Santé. Par ailleurs, le ministre a indiqué que le choix de Blida pour le lancement de la campagne de vaccination a été motivé par le fait que cette wilaya a été fortement touchée par l'épidémie, étant le premier foyer de Covid-19, et avait été soumise à un confinement total. Evoquant les pertes humaines déplorées en raison de la pandémie, le ministre a saisi l'occasion pour se recueillir à la mémoire des personnes décédées et souhaiter un prompt rétablissement aux malades. Concernant la campagne de vaccination, Benbouzid a assuré que les équipements logistiques ainsi que l'ensemble des médecins et professionnels de la santé sont prêts pour sa réussite, rappelant l'expérience pionnière de l'Algérie en matière de vaccination. Affirmant que le vaccin était le meilleur moyen pour limiter les dangers et les complications de cette pathologie, il a mis l'accent sur l'impératif de maintenir l'observation des mesures préventives qui ont prouvé leur efficacité et permis de réduire «nettement» le nombre des contaminations. «Le vaccin est le meilleur moyen disponible, à l'heure actuelle, pour se prémunir contre l'épidémie. Je tiens à réaffirmer que grâce aux efforts de tous les citoyens et du personnel de la santé (...) la situation épidémiologique s'est stabilisée», a-t-il dit, insistant sur l'impératif de maintenir la vigilance en vue de réduire davantage le nombre des contaminations, notamment la distanciation sociale et le port des masques. «La protection du vaccin anti-Covid-19 est très limitée dans le temps, d'où la possibilité de revaccination après



Ph/D. R.

quelque mois», a expliqué le ministre, ajoutant que «la durée de l'immunité demeure inconnue».

## Imane Slatnia, première citoyenne à recevoir le vaccin «Sputnik-V»

Contrairement aux attentes de plusieurs, la première personne à avoir reçu le vaccin anti Covid-19 est une femme dentiste, spécialiste des maladies buccodentaires. Questionnée après sa vaccination, elle a indiqué : «J'ai reçu un appel hier, pour être la première femme médecin à recevoir le vaccin en Algérie», ajoutant : «Je n'ai pas pu refuser la demande. Au contraire, j'étais heureuse d'avoir été le premier médecin à recevoir le vaccin». La dentiste, qui a reçu la première dose de vaccin Sputnik-V a confié : «Lorsque je suis entrée dans la salle pour recevoir le vaccin, le médecin généraliste m'a demandé si j'avais des maladies chroniques. Il a mesuré ma tension avant de recevoir le vaccin, ce qui est nécessaire, car le processus n'est pas aléatoire». «Après avoir reçu le vaccin, j'ai également subi un examen. Je suis restée une demi-heure avant de sortir, et jusqu'à l'heure actuelle, je ne souffre pas d'effets secondaires», a-t-elle déclaré. Enfin, le médecin a conseillé aux citoyens de se faire vacciner pour protéger leurs familles et la société. «J'ai consulté les caractéristiques du vaccin et j'ai trouvé qu'il est très utile car il donne au corps l'immunité pour combattre les virus», a-t-elle conclu.

## Fourar : «Distribution du vaccin dans les deux prochains jours dans toutes les wilayas»

Présent au lancement de cette campagne de vaccination contre le Covid-19, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de cette pandémie, D' Djamel Eddine Fourar, a indiqué que l'Algérie a réceptionné avant-hier (vendredi) 50 000 doses du vaccin russe anti Covid-19 «Sputnik-V» qui a été achemi-

né par un avion des forces de l'air de l'Armée nationale populaire (ANP), précisant que «le coût de la première campagne de vaccination était estimé à 1,5 milliard de dinars». Il a assuré que «la distribution du vaccin dans toutes les wilayas du pays aura lieu dans les deux prochains jours». Lors de son suivi sur le lancement du processus de vaccination à Blida, il a confirmé que «pour assurer le bon déroulement du processus de vaccination, un nombre important de personnel médical, paramédical et administratif est mobilisé pour cette opération». Il a indiqué que chaque citoyen souhaitait recevoir le vaccin sera appelé à procéder à un examen approfondi avant le processus de vaccination et à l'enregistrer via une base de données numérique. Il est à rappeler que lors de la réception du premier lot de vaccin (vendredi), le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a déclaré à la presse qu'un second lot de vaccins anti-Covid-19, Oxford-AstraZeneca, arrivera dimanche à l'aéroport international d'Alger en provenance d'Angleterre. Il s'agit du vaccin développé par le laboratoire pharmaceutique anglo-suédois, Astra Zeneca, en collaboration avec l'Université d'Oxford. En outre, le ministre de la Communication a indiqué que le vaccin sera administré, dans un premier temps, au personnel du corps médical, aux personnes âgées ou atteintes de maladies chroniques, avant d'élargir l'opération aux différentes catégories de la société. La seconde étape de vaccination débutera aujourd'hui et concernera les corps

constitués, le secteur de l'Education avec ses différents paliers, les responsables politiques ainsi que les professionnels de tous les besoins de l'Algérie, et ce, quel qu'en soit le coût, «car la santé du citoyen n'a pas de prix», dit-il.

## La Russie propose à l'Algérie de produire localement le vaccin Sputnik-V

Lors de son intervention hier, sur une chaîne de télévision privée algérienne, l'ambassadeur russe à Alger, Igor Beliaev, a déclaré que son pays est «prêt à coopérer avec l'Algérie pour lancer la production au niveau local du vaccin Sputnik-V». «Le Fonds russe d'investissements directs propose diverses formes de coopération, à savoir l'acquisition directe, le transfert de technologie, la production conjointe et la participation à la phase III des tests cliniques», a développé le diplomate, précisant : «Ce sont ces formules de coopération que nous avons proposées à la partie algérienne». Il est à noter que lors de la session de l'ONU, en début décembre dernier, consacrée à la présentation de Sputnik-V, le ministre russe de la Santé, Mikhaïl Mourachko, avait exprimé le souhait de son pays de produire ce vaccin dans 55 pays, dont l'Algérie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Corée du Nord, l'Égypte, l'Inde, l'Ouzbékistan, le Qatar, Singapour, la Syrie, le Tadjikistan et la Thaïlande. T. K.

Bilan des dernières 24 heures

## Virus : 4 décès et 235 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 4 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus qu'hier (3), portant à 2 888 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 235 cas, soit 42 cas de moins par rapport au bilan d'hier (277), pour atteindre, au total, 107 122 cas confirmés.

R. N.

RND

## Création d'un Observatoire d'analyse et de prospective

LE RASSEMBLEMENT

national démocratique (RND) a annoncé, samedi, à Alger, la création d'un Observatoire national d'analyse et de prospective, qui se veut une force de proposition en matière économique, sociale, éducative et scientifique sur la base de principes scientifiques, académiques et objectifs.

Présidant la cérémonie d'installation du premier noyau de l'Observatoire national d'analyse et de prospective, le secrétaire général du RND, Tayeb Zitouni, a précisé que cette instance, composée de 32 membres, entendait «établir une passerelle» entre le parti et l'Université algérienne qui compte, a-t-il dit, des compétences scientifiques «capables de soumettre des propositions objectives et d'orienter l'opinion publique à bon escient».

L'Observatoire, dont le siège sera rattaché au siège national du RND, comprend des compétences dans divers domaines, notamment économique, financier, technologique, administratif, social, scientifique et éducatif, a fait savoir M. Zitouni.

Certains membres «ne sont pas issus du RND et il ne leur sera pas demandé de le rejoindre», a-t-il tenu préciser, expliquant qu'il est attendu d'eux d'émettre leur avis sur les questions posées et d'analyser tout ce qui a trait au développement global.

M. L.

Malgré la levée du couvre-feu dans 10 wilayas

# Les mesures anti-Covid reconduites

Le confinement partiel à domicile de 20 heures à 5 heures du matin a été reconduit dans 19 wilayas pour 15 jours supplémentaires à compter d'aujourd'hui, a indiqué, hier, un communiqué des services du Premier ministre.

Par Aomar Fekrache

Cette mesure de confinement est applicable dans les wilayas de Batna, Biskra, Blida, Bouira, Tébessa, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Sidi Bel-Abbès, Constantine, Mostaganem, M'sila, Oran, Boumerdès, El Tarf, Tissemsilt, Aïn Témouchent et Relizane. Ainsi, 29 wilayas ne sont pas concernées par cette mesure.

Malgré le grand espoir de voir certaines mesures allégées suite à l'amélioration de la situation épidémiologique, il n'empêche que la quasi-totalité des restrictions ont été reconduites.

Les marchés de vente de véhicules d'occasion resteront fermés sur l'ensemble du territoire national. Aussi, il est question de proroger la mesure de fermeture, pour une période de 15 jours et dans les 19 wilayas concernées par le confinement, des salles de sports, les lieux de plaisance, de détente, les espaces récréatifs et de loisirs et les plages.

La mesure de limitation du temps d'activité à 19 heures a été reconduite pour les établissements exerçant de nombreuses activités tels que le commerce des appareils électroménagers, les articles ménagers et de décoration, le commerce de literies et tissus d'ameublement, les salons de coiffure pour hommes et pour femmes, les pâtisseries et confiseries, ainsi que les cafés, restaurants et fast-foods, entre



autres.

Aussi, il a été indiqué que la mesure d'interdiction, à travers le territoire national, de tout type de rassemblement de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages, circonscriptions et autres événements tels que les regroupements au niveau des cimetières, a été prorogée.

Ainsi, malgré l'annonce d'une reprise «prochaine» de l'activité du métro, des milliers d'usagers sont appelés à attendre encore. Dans son communiqué, l'exécutif a expliqué qu'«en dépit de la stabilisation des cas de contamination relevée durant ces derniers jours, le gouvernement réitère ses appels à la prudence et à la discipline en direction des

citoyens qui doivent poursuivre leur mobilisation pour lutter contre la propagation de cette épidémie et relever ce défi sanitaire, en respectant toujours les mesures barrières préconisées, telles que la distanciation physique, le port du masque obligatoire et le lavage fréquent des mains».

A. F.

Manque flagrant de centres de désintoxication et de sevrage

## En Algérie, les toxicomanes livrés à eux-mêmes

La consommation de drogues, sous toutes ses formes, est un fléau qui progresse à un rythme hallucinant en Algérie. La sonnette d'alarme a, à plusieurs fois, été tirée par différents organismes, aussi bien sécuritaires que socio-éducatifs. Le phénomène qui touche toutes les couches sociales, sans distinction aucune, ne fait pas marche arrière, il gagne plutôt du terrain. Chaque jour, les services de sécurité font état de saisies de quantités de drogues tous types confondus, cela va du kif traité à l'héroïne en passant par les psychotropes de tous genres.

Le nombre de toxicomanes augmente de plus en plus, mais la prise en charge est quasi inexistante, rares sont les structures à même de soigner les personnes présentant une grave addiction à une drogue, quelle qu'elle soit. Il n'y a, sur tout le territoire national, que 38 centres de désintoxication. Ces derniers relèvent du ministère de la Santé et prennent en charge les toxicomanes à titre externe, ce qui est insuffisant pour prendre en charge le nombre de plus en plus croissant de jeunes en addiction.

Outre le manque de structures de sevrage, les soins de désintoxication sont quasi inexistantes. Il y a, par exemple, très peu de spécialistes et de diplômés en addictologie qui puissent s'occuper de manière exhaustive de ces cas. Selon un bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxico-

manie (Onldt), «au total, 9 500 toxicomanes ont bénéficié d'une prise en charge médicale et thérapeutique durant le premier semestre de l'année 2020, dont 4 244 sont âgés entre 26 et 35 ans, soit 44,67%». Concernant les tranches d'âge des toxicomanes traités durant cette période, le bilan fait état également de 1 358 personnes âgées entre 16 et 25 ans, 2 793 ont plus de 35 ans et 1 105 ont moins de 15 ans.

Ce bilan, établi sur la base des statistiques fournies par les services de lutte contre les stupéfiants de la gendarmerie, de la police et des Douanes, précise, en outre, que 7 303 de ces toxicomanes sont mariés et 2 195 autres sont célibataires, alors que 1 113 sont des femmes.

Le bilan relève également que 34,98 % du nombre total de ces toxicomanes sont sans emploi et 20,75 % sont des étudiants.

### Plus de 88 tonnes de résine de cannabis saisies durant l'année 2020

Plus de 88 tonnes de résine de cannabis ont été saisies en Algérie durant l'année 2020, dont 55,52 % dans l'Ouest du pays, selon un bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onldt), qui relève que la quantité saisie a enregistré une hausse «substantielle» par rapport à 2019.

«Au total, 88 702,581 kg de résine de can-

nabis ont été saisis durant l'année 2020, dont 55,52 % dans la région Ouest du pays», a précisé l'Office dans son rapport, se référant au bilan des services de lutte contre les stupéfiants (Gendarmerie nationale, DGSN et Douanes). La quantité de résine de cannabis saisie durant l'année 2020 a enregistré une hausse de 60,89 % par rapport à l'année 2019, en raison surtout du renforcement du dispositif sécuritaire au niveau des frontières, selon la même source.

Selon le rapport de l'Office, 41,08 % des quantités de résine de cannabis saisies ont été enregistrées dans la région Sud du pays, 1,96 % dans la région Centre et 1,44 % dans l'Est du pays. S'agissant des drogues dures, la quantité d'héroïne saisie en Algérie a fortement augmenté, passant de 304,105 grammes en 2019 à 2 372,278 grammes en 2020, soit une hausse de plus de 680 %, révèle le même bilan. La quantité de cocaïne saisie a enregistré une baisse de 89,75 %, passant de 315 759,404 grammes à 32 353,827 grammes durant la même période de référence. En revanche, les saisies des substances psychotropes ont connu une «très forte augmentation», note le rapport de cet organisme, passant de 2 085 923 à 6 045 289 comprimés durant cette même période, soit une hausse de 189,81 %, dont 27,45 % saisis à l'Ouest du pays.

Meriem Benchaouia

## LA QUESTION DU JOUR

### 2021, une deuxième année en entier vouée à la lutte contre l'épidémie

Suite de la page une

Il n'y a de mouvement au sens physique du terme que s'il y a résistance au mouvement. Pas de résistance pas de mouvement. Il faut croire que l'Europe et les Amériques ne lui opposent pas la même résistance que l'Afrique et l'Asie. On saura peut-être un jour à quoi cela tient-il. Pour l'heure force est de constater que la prédiction suivant laquelle le premier trimestre serait déterminant pour la suite des événements sur le front de l'épidémie pêche par excès d'optimisme.

Vraisemblablement, ce n'est pas pendant deux mois qu'il faut patienter pour pouvoir se projeter dans le futur, mais sensiblement plus. On ne peut même pas exclure qu'arrivé au bout du deuxième trimestre, on soit encore dans l'impossibilité de dire de quoi demain sera fait. Si l'épidémie sera en train de gagner en rapidité et en virulence ou si elle sera en train d'en perdre. Pour plusieurs encore, ce n'est pas sur la vaccination qu'il faudra compter dans la lutte contre l'épidémie mais sur la distanciation physique, les restrictions et les reconfinements. Cela est valable pour tout le monde, ne serait-ce que parce que la vaccination est beaucoup plus facile à dire qu'à faire. On voit les pays supposés les mieux équipés pour imprimer une grande allure à leur campagne de vaccination qui accumulent les retards. Ce ne serait pas si grave si on était assuré que le virus ne muterait jamais qu'à la marge. Ce que d'ailleurs il semble avoir fait jusque-là. Mais rien ne garantit qu'il en sera de même dans les mois qui viennent. Ces bêtes-là mutent comme elles respirent pour ainsi dire, mais pas leurs antidotes, quand bien même ils seraient adaptables. La partie engagée est d'autant plus difficile à mener vers le succès, c'est-à-dire vers l'éradication, qu'il s'agit de se battre contre un ennemi qui à tout moment dispose d'une longueur d'avance. Il est perdu si son avance se raccourcit. Pour ce qui nous concerne, nous aurons remporté sur lui une bonne victoire si nous parvenons à maintenir les chiffres actuels, entre 200 et 300 nouveaux cas, et autour de 5 le nombre des décès. La vaccination est une arme de plus, une fortification supplémentaire, mais ce n'est pas sur elle qu'il faut compter le plus. Il est possible de faire mieux sans elle. Faire passer le nombre des nouvelles contaminations sous la barre des 200, et tendre vers zéro celui des décès. Le seul fait que ces chiffres se maintiennent depuis plusieurs jours prouve que la gageure est tenable sur le moyen terme.

M. H.

ENIEM

# Vers le rééchelonnement de la dette de l'entreprise

**n** La dette à long terme de l'Entreprise nationale des industries électroménagères (Eniem) de Tizi-Ouzou auprès de la banque sera rééchelonnée dans le cadre du plan de redressement et de relance envisagé par les pouvoirs publics, a-t-on appris, hier, de son nouveau président-directeur général (P-dg), Mustapha Chaoui.

Par Lina B.

**L**a démarche de rééchelonnement de la dette de l'entreprise auprès de la Banque extérieure d'Algérie, qui avoisine les 4,4 milliards DA, s'accompagnera d'une période de détente de 3 années pour donner un nouveau souffle à l'entreprise», a indiqué le P-dg dans un bref entretien à

l'APS.

M. Chaoui, nouvellement installé à la tête du groupe électroménager, a soutenu que «la banque demeure un partenaire dont l'entreprise, en situation de crise, a besoin», ajoutant que «le principe de l'accompagnement est acquis dans le cadre de ce plan de redressement et de relance».

Reste, a-t-il souligné, à «définir les modalités de ce rééchelonnement et à rassurer la banque sur l'opportunité d'ouverture de nouvelles lignes de crédit au profit de l'entreprise qui présentera comme garanties, a-t-il ajouté à ce propos, l'hypothèque de son patrimoine actif».

L'autre démarche qu'entreprendra la nouvelle direction dans le cadre de ce même plan, a-t-il indiqué, est «la recherche et la concrétisation de contrats de partenariat avec des partenaires locaux ou étrangers, dans l'objectif de se conformer aux dispositions du nouveau cahier des charges de la filière électroménager qui exige un certain taux d'intégration des produits».

Mais aussi, a-t-il renchéri, «pour intégrer les nouvelles technologies pour être compétitif et pouvoir se placer sur le marché». Les produits Eniem, a-t-il expliqué, utilisent encore la technologie dite de «froid statique», consommatrice d'énergie, aux taxes élevées et qui fait augmenter le coût de production, et le défi est d'intégrer les nouvelles technologies pour basculer vers celle dite «Go Frost», plus économique. «Nous sommes obligés de suivre l'évolution du marché et d'aller vers



Ph/D. R.

## Accidents de la circulation 6 morts et 349 blessés en 48 heures

**SIX PERSONNES** sont décédées et 349 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus à travers le territoire national durant les dernières 48 heures, indique, hier, un bilan de la Direction générale de la Protection civile.

Outre les accidents de la route, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 55 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (Co) émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bains de leurs domiciles dans les wilayas de Médea, Tlemcen, Bordj Bou-Arréridj, Djelfa, Sidi Bel-Abbès, Relizane, Constantine, Naâma, Oran, El-Bayadh, El-Tarf et Mila.

Toutefois, le bilan fait état de la mort de deux personnes (une femme âgée de 37 ans et une fille de 4 ans), asphyxiées par le Co émanant du chauffage de leur domicile, sis à la cité Daoudi-Moussa à Saïda.

L'intervention des secours a, par ailleurs, permis l'extinction de six incendies urbains, industriels et divers à Blida, Ouargla, Béjaïa, Alger, Oum El Bouaghi et Sétif, selon le bilan qui souligne que ces incendies ont «causé des gênes respiratoires à 12 personnes traitées sur place avant leur évacuation vers des établissements de santé».

S'agissant des activités de lutte contre la propagation du Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué 105 opérations de sensibilisation à travers 18 wilayas (58 communes), portant sur la sensibilisation des citoyens sur la nécessité du respect du confinement et de la distanciation physique, et 90 opérations de désinfection générale dans 15 wilayas (35 communes), ciblant l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles.

Pour ces deux opérations, 330 agents, tous grades confondus, 43 ambulances et 38 engins d'incendie ont été mobilisés.

M. L.

la compétitivité de nos produits pour pouvoir les placer», faisant savoir que des contacts ont déjà été lancés dans ce sens avec certains groupes dont, entre autres, Condor, Iris et Brandt.

Pour l'heure, souligne M. Chaoui, «l'objectif premier est la reprise de l'activité de l'entreprise avec le peu de matière première dont elle dispose et l'accompagnement des pouvoirs publics, et des différents partenaires». En outre et s'agissant de l'annulation du chômage

technique décidé par l'ancienne direction en décembre dernier qui a été soulevé par les travailleurs de l'entreprise, M. Chaoui a indiqué qu'il s'est engagé à le faire dès la prochaine réunion du Conseil d'administration de l'entreprise.

«Je comprends l'appréhension des travailleurs et je me suis engagé, lors de mon installation, à procéder à l'annulation de cette décision pour les rassurer et leur permettre de reprendre le travail», a-t-il dit. Une disposition de la conven-

tion collective de l'entreprise prévoit qu'en cas de deux périodes d'arrêt technique d'activité durant une période d'une année, l'administration peut recourir à des plans sociaux de licenciement.

En difficulté financière pour cause de refus de la banque de lui octroyer les crédits nécessaires pour s'approvisionner en matières premières, l'entreprise a recouru à 2 reprises à l'arrêt technique de ses activités, en février et décembre de l'année écoulée 2020.

L. B.

## Sûreté de wilaya de Béjaïa

### Près de 40 000 appels téléphoniques enregistrés en 2020

**P**as moins de 39 381 appels téléphoniques ont été reçus, l'année écoulée, par les services techniques de la sûreté de wilaya aux numéros 1548, 17 et 104 spécial mineurs. «4 645 communications étaient destinées à signaler des accidents au moment de leur déroulement, atteintes aux personnes et aux biens publics et privés», indique un communiqué de la cellule de

communication de la sûreté de wilaya. Selon la même source, il a également été enregistré, durant la même période, «34 109 communications téléphoniques dont les auteurs ont sollicité des secours, interventions de la police pour différentes affaires, demandes d'informations, explications, orientations et conseils». Enfin, on note aussi 744 appels reçus dont les auteurs ont signalé des acci-

dents de la route, découvertes de cadavres et enfin 19 signalements de disparition de mineurs et kidnapping. Notons que la Gendarmerie nationale de Béjaïa a effectué 630 interventions, l'an dernier, suite aux appels d'urgence reçus au 10-55, dont le nombre a atteint 49 056 communications téléphoniques.

H. C.

## Vol de couvercles de bouches d'égouts à Kherrata/ Béjaïa Deux individus condamnés à des peines de prison ferme

**D**eux individus, âgés de 25 et 26 ans, dont l'un est un repris de justice, ont récemment été arrêtés par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra de Kherrata pour vol de plaques d'acier galvanisé des bouches d'égouts se trouvant sur le CW 32, dans la commune de Kherreta. «L'enquête qui a été ouverte suite à la disparition de plusieurs plaques d'acier de 1,80 cm des

regards de voirie se trouvant sur la route, a permis aux éléments de police de la région de remonter aux auteurs du délit, dont l'un est propriétaire d'un petit camion de marque DFSK sur lequel les couvercles d'aciers volés ont été transportés au moment des faits», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. L'individu a été convoqué par les enquêteurs qui ont récupéré les plaques d'acier déro-

bées et l'ont présenté avec son complice devant le parquet qui a condamné le principal accusé à trois ans de prison ferme et une amende de 50 000,00 DA et son compère à un an de prison ferme et une amende de 50 000,00 DA. Les malfaiteurs ont été condamnés à payer une amende de 100 000,00 DA en dédommagement de la partie civile. Par ailleurs, en fin de semaine dernière, les éléments

de la 8<sup>e</sup> sûreté urbaine ont procédé à l'arrestation de deux dealers au lieu-dit «Zaouia». Les deux individus, âgés de 26 et 28, étaient en possession de psychotropes de type «Brigabaline» et un couteau de marque Opinal. Conduits au commissariat pour ces faits, ils ont été écroués et «une enquête a été ouverte les concernant», souligne la même source.

H. Cherfa

## Crise

# Le FMI met en garde l'Afrique du Sud contre la persistance de la crise économique

La délégation du Fonds a expliqué que les finances publiques de l'Afrique du Sud ont beaucoup souffert, alors que le déficit budgétaire et la dette publique ont augmenté considérablement en raison de la récession et des dépenses liées à la pandémie de Covid-19.

Par Salem K.

Le Fonds monétaire international (FMI) a mis en garde l'Afrique du Sud contre la persistance de la crise économique due, principalement, aux problèmes des entreprises publiques et au manque de la croissance économique.

«L'Afrique du Sud a été très durement touchée par la pandémie de Covid-19. En 2020, la production s'est fortement contractée et les pertes d'emplois ont été importantes, malgré les actions opportunes des autorités pour soutenir les groupes les plus vulnérables et les entreprises touchées», a indiqué une équipe du FMI qui a tenu, cette semaine, des réunions virtuelles avec des responsables du gouvernement sud-africain pour examiner les récents développements économiques et les perspectives de l'économie.

La délégation du Fonds a expliqué que les finances publiques de l'Afrique du Sud ont beaucoup souffert, alors que le déficit budgétaire et la dette publique ont augmenté considérablement en raison de la réces-

sion et des dépenses liées à la pandémie de Covid-19.

«La résurgence des infections et les processus prolongés d'achat et de distribution de vaccins pèseront probablement sur la reprise économique cette année, malgré l'amélioration des conditions extérieures», ont déclaré les représentants du FMI. Ces derniers incitent le gouvernement sud-africain à subordonner les transferts aux entreprises publiques à l'atteinte d'objectifs de performance ambitieux mais réalistes, rationaliser la rémunération, démanteler les subventions mal ciblées et améliorer l'application de la conformité fiscale.

«Cela réduirait les besoins d'emprunt tout en préservant l'espace budgétaire pour des dépenses bien ciblées pour les infrastructures, la santé, l'éducation et la protection sociale», soutient l'institution, qui estime impérieux de créer les conditions pour stimuler l'investissement privé, redéfinir le rôle du secteur public dans la promotion de la concurrence et resserrer la poli-



tique budgétaire pour freiner l'augmentation de la dette.

Le FMI relève, à ce propos, qu'un effort d'assainissement

budgétaire favorable à la croissance sera nécessaire pour stabiliser la dette et la mettre sur une trajectoire décroissante,

réduisant ainsi les primes de risque pour le pays et améliorant la confiance des investisseurs.

S. K.

## Texas

## Le procureur général demande des explications aux compagnies ayant limité des échanges boursiers

LE MINISTRE de la Justice du Texas a réclamé vendredi des informations à plusieurs entreprises, dont les courtiers Robinhood et TD Ameritrade, au sujet de la limitation des transactions boursières de titres ayant fait l'objet d'achats massifs ces derniers jours, dont GameStop.

«Les grandes boîtes de Wall Street ne peuvent pas restreindre l'accès du public au libre marché et ne devraient pas censurer la discussion à ce sujet, surtout si c'est pour leur propre bénéfice», a fustigé Ken Paxton dans un communiqué. «Cette coordination vraisemblable entre des hedge funds, des plateformes de courtage et des serveurs internet pour écarter des menaces à leur domination du marché est scandaleusement inédite et injuste. Cela pue la corruption», a-t-il ajouté.

S. K.

L'agence de notation Moody's a maintenu la notation Aaa de l'Allemagne, la meilleure note possible, ainsi que sa perspective stable, estimant que la première économie européenne est suffisamment solide pour absorber les conséquences de la crise du Covid-19.

Moody's met en avant «la très grande capacité de l'Allemagne à appliquer des politiques budgétaires efficaces et à déployer ses larges réserves budgétaires pour limiter l'impact du Covid-19», ainsi que «la vaste et très compétitive économie allemande qui conduit à un revenu par habitant

très élevé».

L'agence salue par ailleurs «des institutions et une gouvernance très solides».

La perspective reste en outre stable car, selon Moody's, «les risques de baisse (...) sont efficacement atténués par sa très forte vigueur économique, ses paramètres budgétaires très favorables et la capacité des institutions du pays à gérer les chocs et à relever les défis à long terme».

L'Allemagne est frappée de plein fouet depuis l'automne par la seconde vague d'infections, qui a entraîné une prolongation des restrictions au-delà de la durée espérée.

## Allemagne

## Moody's confirme la note Aaa

Le produit intérieur brut (PIB) allemand s'est contracté de 5 % en 2020.

L'institut économique DIW table sur un recul de 3 % au premier trimestre 2021, et le gouvernement a abaissé à 3 % sa prévision de croissance annuelle.

Berlin a pourtant mis de côté face à la crise sa célèbre rigueur budgétaire, et a débloqué en mars près de 1 000 milliards d'euros d'aides aux entreprises, sous la forme de chômage partiel, de prêts garantis et d'aides directes, puis 130 milliards d'euros en juin pour des investissements d'avenir et une relance de la consommation.

Résultat : la dette publique a grimpé à 70 % du PIB en 2020, soit dix points de plus que son niveau d'avant-crise. Au total, Berlin devrait emprunter plus de 300 milliards d'euros de nouvelles dettes, du jamais vu dans l'histoire récente du pays.

Ces dépenses ont mis à terre la règle du «frein à l'endettement» inscrite dans les textes constitutionnels allemands depuis 2009, et qui interdit au gouvernement fédéral d'emprunter plus de 0,35 % de son PIB, sauf lors de «circonstances exceptionnelles», avec autorisation du Parlement.

S. K.

## Changes

## Le dollar fléchit face à l'euro, la croissance américaine déçoit

Le dollar fléchissait légèrement vendredi face à la monnaie unique européenne, après avoir déjà cédé du terrain la veille, lesté par une croissance économique américaine moins bonne que prévu au dernier trimestre 2020.

Vers 20h00 GMT, le billet vert perdait 0,08 % face à l'euro, à 1,2132 dollar.

«Le dollar américain bat en retraite depuis la publication des chiffres du PIB américain par le département du

Commerce jeudi», a constaté Jeffrey Halley, analyste de Oanda.

L'expansion de la première économie mondiale sur la période s'est établie à 4 % en rythme annualisé au 4<sup>e</sup> trimestre quand les analystes misaient sur 4,4 %, selon l'estimation préliminaire de l'institution.

Avec la crise sanitaire et économique provoquée par le Covid, l'ensemble de l'année 2020 a accusé la pire contraction économique annuelle

depuis 1946 à -3,50 %.

Après avoir touché 38 089,94 dollars, un prix qui l'a ramené à son cours du 15 janvier, le bitcoin ne progressait plus que de 3 % à 34 246,14 dollars vers 20h00 GMT.

### Wall Street clôt sa pire semaine en trois mois

La Bourse de New York, victime d'une grande volatilité, a conclu vendredi sa pire semaine depuis trois mois, ébranlée

par la fronde de boursicoteurs justiciers contre des hedge funds forcés de vendre pour couvrir leurs pertes.

Selon des résultats provisoires à la clôture, l'indice Dow Jones a perdu 2,03 % repassant sous la barre des 30 000 points à 29 981,10 points. Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a lâché 2,00 % à 13 070,69 points et le S&P 500 a abandonné 1,93 % à 3 714,22 points.

Lyes G.

## Tlemcen

# Une production de plus de 8 800 tonnes de poissons en 2020

■ La Direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya de Tlemcen a enregistré une production globale de près de 8 863 tonnes de diverses variétés de poissons durant l'année écoulée, réalisant ainsi une légère augmentation dans la production, a-t-on appris auprès de cette instance.

Par Hocine A.

**D**urant l'année dernière, il a été enregistré 8 729,25 tonnes de poissons à la faveur d'opérations de pêche côtière, 44 tonnes lors de prises en haute mer, 73 tonnes issues de la production aquacole et 17 tonnes provenant des bassins d'élevage intégré à l'agriculture.

Les petits poissons pélagiques tels que la «sardine», «saurel», «anchois» et «latcha» représentent 80 % de la production globale de poissons durant la même période, selon la même

source, qui a relevé que le port de Ghazaouet a contribué, à lui seul, à 95 % de la production halieutique globale, les ports de Honaine environ 4 % et celui de Marsa Ben M'hidi à hauteur de 1 %.

Il a été enregistré une augmentation d'un taux de près de 5 % de la production de poissons durant l'année 2020 et ce, par rapport à 2019 où la production avait atteint 8 500 tonnes grâce à l'activité intense des professionnels, a-t-on ajouté de même source.

En matière de commercialisation, les mareyeurs avaient procédé en 2020 à l'écoulement de la production halieutique au niveau des marchés de poissons des wilayas d'Oran, Saïda, Tiaret, Alger, hormis les wilayas dans l'est et dans le sud du pays où ils n'ont pu se déplacer en raison des mesures sanitaires prises pour juguler la propagation de la pandémie de coronavirus, a-t-on fait observer de



même source. Un opérateur économique activant dans ce domaine avait exporté depuis le port de Ghazaouet plus de 37 tonnes de poupe vers des pays européens durant le premier tri-

mestre de l'année 2020. La flottille de pêche de la wilaya de Tlemcen, répartie sur les trois ports de Ghazaouet, Marsa Benm'hidi et Honaine, comprend quelque 342 bateaux de

pêche où exercent un effectif de 3 070 professionnels parmi les marins-pêcheurs, a-t-on indiqué à la Direction de la pêche et des ressources halieutiques.

H. A.

## Blida

## Douze nouvelles conventions des micro-entreprises pour solutionner les fuites d'AEP

**L'**unité de Blida de l'Algérienne des eaux (ADE) s'apprête à signer de nouvelles conventions avec des micro-entreprises pour solutionner les fuites sur le réseau d'alimentation en eau potable (AEP), a indiqué la cellule d'information de cette entreprise publique.

L'ADE compte conclure 12 nouvelles conventions avec des micro-entreprises, dans le cadre de la convention-cadre conclue entre le ministère des Ressources en eau et le ministère chargé des Micro-entreprises afin d'impliquer les micro-entreprises dans le monde du travail et d'améliorer le service public, ont précisé les mêmes services. Selon la même source, l'entreprise avait conclu, l'année dernière, des conven-

tions similaires avec huit micro-entreprises qui ont été chargées, en plus de l'installation des compteurs, de la réparation des canalisations d'eau potable pour mettre fin aux fuites enregistrées sur le territoire de la wilaya. Les équipes techniques ont procédé, en 2020, à la réparation de 3 500 fuites d'eau sur le territoire de la wilaya, a précisé la même source, soulignant que la société œuvre à mettre fin au problème des fuites d'eau qui constitue l'un des facteurs les plus importants à l'origine des perturbations dans l'approvisionnement en cette substance vitale. En réparant les pannes et les fuites, l'ADE veille à la préservation de cette ressource vitale, notamment à la lumière de l'enregistrement d'une crise d'approvisionnement en

eau potable l'année dernière dans la wilaya, en raison de la baisse du rendement des puits causée par la diminution du niveau des eaux souterraines dont la wilaya dépend d'environ 74 % pour répondre aux besoins de ses habitants. Des mesures urgentes ont également été prises dans le but d'assurer des interventions quotidiennes pour réparer les pannes urgentes au niveau des systèmes de production.

Ainsi, le nombre d'interventions enregistrées au cours de la période susmentionnée s'est élevé à 1 000 interventions, en plus de la mobilisation de citernes d'eau pour l'approvisionnement des citoyens tout au long de la période des travaux.

Lyes B.

## Béchar

## Des étudiants de l'ENST en stage pratique dans les structures hôtelières de la wilaya

**S**oixante-quatre étudiants de l'Ecole nationale supérieure du tourisme (ENST-Alger) ont pris part, durant trois jours, à un stage de formation pratique à travers les structures hôtelières de la wilaya de Béchar, a-t-on appris du directeur général de l'école.

«L'objet de ce stage est le renforcement des connaissances de nos étudiants en matière de gestion hôtelière et touristique, sous la supervision pédagogique d'enseignants et spécialistes de formation hôtelière et touristique de l'ENST», a précisé Abdelkayoum Ladraa.

Ce stage de formation pra-

tique vient en concrétisation d'un programme pédagogique «Voyage et études», mis au point par l'école depuis l'année 2000, dans le but de faire connaître aux étudiants les réalités du secteur et la pratique de gestion touristique spécifique à chaque région du pays, notamment celles du sud du pays, a-t-il indiqué à l'issue de ce cycle de formation pratique.

«L'autre objectif du stage est de permettre aux étudiants d'atteindre un niveau d'excellence leur ouvrant les portes du monde de l'emploi pour déployer leur savoir-faire dans la gestion des espaces dédiés au tourisme»,

selon le premier responsable de l'ENST. Au cours de ce cycle de formation de trois jours, le programme d'activités pédagogiques a porté essentiellement sur l'assimilation par les étudiants participants des techniques de montage d'un produit touristique, la prise en charge et l'organisation de circuits touristiques et d'activités touristiques, les relations publiques et le marketing, dans le but de leur offrir une formation d'excellence, a expliqué M. Ladraa.

Les participants à ce stage, à savoir des étudiants en licence management en tourisme durable, ont pu, durant ce séjour

de formation, s'imprégner de la gestion et des prestations de services touristiques spécifiques aux établissements touristiques du Sud et aussi de connaître les différents établissements hôteliers de la wilaya de Béchar et de la wilaya déléguée de Béni-Abbes, à savoir «Grouz» à Béchar, «Saoura» à Taghit et «Rym» à Béni-Abbes, a-t-il ajouté. Le stage a aussi permis aux étudiants de visiter les différents sites touristiques et naturels de la région et connaître de visu les potentialités touristiques d'une partie du sud du pays, a conclu M. Ladraa.

S. A.

### Résorption du commerce informel Attribution de plus de 400 locaux commerciaux à Khémis Miliana

**AU TOTAL**, 401 commerçants activant dans l'informel à Khémis Miliana (Aïn Defla) ont bénéficié mercredi de décisions relatives à des locaux commerciaux dans le cadre de la résorption de ce type d'activité. Une cérémonie a été organisée à l'occasion au niveau de la salle de réunion du siège de la wilaya où, en raison du protocole sanitaire mis en place pour endiguer le nouveau coronavirus (Covid-19), un échantillon de 23 commerçants s'est vu remettre les décisions en question, en présence des autorités locales, à leur tête le wali, Embarek El Bar. Intervenant à l'occasion, le wali de Aïn Defla s'est félicité que les opérations d'éradication des marchés informels se soient déroulées dans «le calme», mettant en exergue le travail de la commission chargée de recenser les commerçants ouvrant droit à un local commercial. Le chef de l'exécutif local a également salué les services de sécurité pour le travail accompli en matière de sécurisation des opérations d'éradication des locaux commerciaux relevant de l'informel, faisant état de 500 éléments mobilisés à cet effet. «L'Etat est déterminé à résorber le commerce informel et aider les commerçants y activant à travailler dans un cadre organisé», a-t-il assuré, observant que l'opération a également un impact sur l'aspect environnemental des villes.

De leur côté, les heureux bénéficiaires ont soutenu qu'à la faveur de cette opération, ils activeront dans la sérénité et la quiétude, se réjouissant que les locaux commerciaux qui leur ont été attribués disposent de toutes les commodités nécessaires à la pratique de l'activité commerciale.

R. R.

Fin d'une trilogie

# Parution de «Quatro», dernier roman de Merzak Bagtache

■ Le dernier roman de Merzak Bagtache, disparu récemment, vient de voir le jour. Intitulé «Quatro», ce roman relate un pan de l'histoire de l'Algérie durant la période de la colonisation française, à travers le parcours d'une famille entre les villages de Kabylie et La Casbah d'Alger. Ce roman de 304 pages, sorti en langue arabe aux éditions Anep, propose un récit triste et entremêlé qui se déroule au début du XX<sup>e</sup> siècle, où se croisent les destins de trois générations d'une même famille.

Par Abia Selles

«**Q**uatro» relate la vie de Cheikh Ahmed, un marin et ancien militaire enrôlé dans l'armée française, souvent pris de sévères dépressions nerveuses et autres troubles psychologiques depuis que son fils, Hamou, a été jeté dans la prison de Lambèse. Le vieux marin souffre également de la séparation avec son petit-fils, surnommé Quatro, et qui vit avec sa mère dans La Casbah d'Alger.

Cette situation, qui déteint sur le quotidien de Cheikh Ahmed et sa relation avec ses voisins et amis du village, commence à s'arranger avec le retour en Algérie d'Yveline, ancienne fiancée de Hamou, qui est entrée dans les ordres, et qui va essayer de le libérer.

A Alger, le récit se focalise sur la vie modeste de Quatro entre la maison familiale, son ami espagnol Ricardo et une dame martiniquaise qui le considère comme son fils. L'enrôlement obligatoire des Algériens dans l'armée fran-

çaise sera le point commun aux trois générations, après Cheikh Ahmed envoyé en Crimée et Hamou mobilisé lors de la Première Guerre mondiale au nord de la France, c'est au tour de Quatro d'être envoyé au Maroc où l'armée coloniale fait face à la révolte de Abdelkarim El Khattabi.

L'auteur a également évoqué des stations importantes de l'histoire de l'Algérie à cette époque qu'il a gravées dans les portraits de ses personnages, à l'instar de l'exil d'Algériens en Calédonie ou à Cayenne en Guyane, des séquelles de la Première Guerre mondiale, du combat de Messali Hadj et de l'Association des Oulémas musulmans, ou encore du parcours de l'Emir Khaled.

«Quatro» est la dernière œuvre de Merzak Bagtache, disparu le 2 janvier 2021, et la dernière partie d'une trilogie formée de «Babor» et «Akfadou».

Né en 1945 à La Casbah d'Alger, Merzak Bagtache est l'une des grandes figures de la littérature algérienne contemporaine qui aura installé son univers littéraire dans la ville d'Alger



et dans la mer omniprésente dans son œuvre. Il aura laissé des ouvrages comme «La pluie

écrit ses mémoires», «Lorsque les gens ont faim», «Le sang de la gazelle», «Les langoustes»,

«Restes de pirates», ou encore «La chanson de la résurrection et de la mort». A. S.

## Littérature pour enfants en Algérie Désintérêt et faible présence

**N**ombre d'éditeurs, d'auteurs et de critiques sont unanimes à dire que l'écriture littéraire pour enfants en Algérie souffre d'un désintérêt et d'une «faible» présence, en raison de la «médiocrité» de la publication locale, de la «dominance des contenus étrangers» et du «désintérêt des autorités concernées», sachant que ce genre de littérature avait connu sa période dorée dans les années 70 et 80. Pour l'écrivaine Djamilia Zennir qui s'est lancée dans la littérature pour enfants dans les années 80, avec à son actif près de 700 contes, la situation de cette littérature est «catastrophique» en comparaison avec les années 70 et 80, lors desquelles elle avait connu son apogée, regrettant qu'«aucun intérêt ne soit accordé à l'enfant, en particulier dans l'écriture des contes ou bien dans les autres domaines à l'instar de la musique». «Une grande partie d'auteurs et écrivains s'intéresse davantage aux questions religieuses, conférant à ses écrits une espèce d'ennui et de monotonie, d'autant que l'enfant est intelligent, aime la nouveauté et la variété et déteste la monotonie», a-t-elle expliqué, ajoutant que les contes universels très répandus «ne sont pas adaptés à

l'enfant algérien, car ne respectant ni son milieu, ni ses valeurs sociales et religieuses». L'auteure a appelé, à cet effet, à la mise en place d'une commission mixte entre les ministères de la Culture et de l'Education nationale dans l'objectif de promouvoir ce domaine, d'autant que l'Algérie «regorge de nombreux écrivains brillants et doués qui sont toujours à la quête d'éditeurs». Pour sa part, Abdelhamid Salhi, éditeur et directeur de la maison d'édition «Al Maktaba El Khadraa» (Bibliothèque verte), fondée dans les années 80 et éditant en langues arabe et française, considère que le marché du livre pour enfants «manque d'organi-

sation et de qualité», étant plutôt commercial que professionnel, appelant les autorités concernées (ministères de la Culture et de l'Education) à soutenir les «éditeurs professionnels spécialisés», afin de «protéger le marché contre le rush des importateurs et des éditeurs étrangers avec leurs contenus intrus». «Un bon livre pour enfant s'appuie sur trois critères essentiels : la langue utilisée, les dessins et le choix de la qualité du papier (...), d'où son prix élevé, voilà pourquoi l'Etat est appelé à intervenir dans la subvention du livre», a-t-il affirmé. Ainsi, ce secteur «contribuera à l'encouragement de la créativité et à l'exploitation optimale des ressources

humaines, notamment des écrivains et des dessinateurs», a-t-il poursuivi. Pour d'autres éditeurs, la situation de la littérature pour enfants n'est toutefois pas aussi catastrophique, à l'instar de la maison d'édition «Atfalna» (nos enfants) dont le directeur, Firas Johmani, estime que le domaine de l'édition demeure «satisfaisant», en dépit de certaines difficultés rencontrées, soulignant que leur marge de bénéfice est «très faible», en raison du coût élevé du livre et de son prix bas par rapport à d'autres publications. De son côté, le critique universitaire Mohamed Sari a estimé que «la littérature pour enfants en Algérie n'est pas marginalisée mais plu-

tôt inapparente à l'opinion publique, en raison du manque d'intérêt par les critiques et les médias pour ce créneau», déplorant, dans ce sens, «l'absence d'une littérature pour la jeunesse». M. Sari revient également sur ce qu'il qualifie de «médiocrité» dont souffre cette littérature, estimant que les écrivains et les éditeurs qui sont nombreux «prennent avec légèreté ce type d'écriture, en dépit de ses exigences créatives, linguistiques et psychologiques», soulignant, par ailleurs, que l'enfant a besoin davantage de contes remplis d'histoires fantastiques, d'étrangeté et de découverte, et non pas uniquement de conseils et de morale. M. K.

A cause de la pandémie de Covid-19

## Le Festival Coachella ne se tiendra pas en avril

**L**e célèbre Festival de musique Coachella ne pourra pas se tenir comme prévu en avril en raison de la pandémie de Covid-19, ont décidé, vendredi, les autorités sanitaires locales, qui avaient déjà annulé pour les mêmes raisons l'édition 2020. Cameron Kaiser, responsable de la santé publique du comté californien de Riverside, a invoqué «la résurgence de Covid-19 à la fois dans le comté de Riverside et dans le monde» pour justifier sa décision. «Le festival attire des centaines de milliers de

spectateurs de nombreux pays, dont certains sont touchés de manière disproportionnée par l'épidémie mondiale de Covid-19», explique-t-il dans son ordonnance. Les organisateurs n'avaient pas encore fait savoir vendredi s'ils allaient proposer de nouvelles dates pour l'édition 2021.

Coachella se tient habituellement chaque année sur deux week-ends d'avril dans le désert californien, à Indio. En avril 2020, le festival avait déjà été repoussé au mois d'octobre à cause de la pandémie. Avant que les

autorités ne décident l'été dernier de le décaler à avril 2021. L'édition 2020 avait initialement annoncé comme têtes d'affiche Rage Against the Machine, Travis Scott et Frank Ocean, mais les reports successifs pourraient remettre en cause le programme du festival. Selon un rapport, l'économie locale de la vallée de Coachella aurait subi un manque à gagner pouvant atteindre 700 millions de dollars en raison des annulations du festival.

R. I.



Massacre de migrants au Mexique

# Veillée funèbre sans corps et sans certitude au Guatemala

■ A Tuilelen (nord-ouest du Guatemala), la famille de Rivaldo observe une veillée funèbre devant la photo du jeune homme de 17 ans, sans toutefois avoir encore la certitude absolue qu'il figure parmi les victimes d'un massacre de 19 migrants illégaux au Mexique, près de la frontière des États-Unis.

Par Mourad M.

**P**our l'heure, les autorités mexicaines tentent toujours d'identifier formellement les cadavres carbonisés découverts récemment dans l'État mexicain de Tamaulipas, et cherchent des correspondances avec des prélèvements ADN fournis par le Guatemala.

Pour les proches de Rivaldo, comme pour une douzaine d'autres familles, il ne fait cependant aucun doute que les gangs mexicains ont tué la douzaine de migrants partis le 12 janvier de cette région désertifiée du nord-ouest du Guatemala.

Rivaldo était parmi ceux qui avaient entrepris le périlleux voyage en quête d'une vie meilleure aux États-Unis.

## Dernier message

«*Nous sommes à quinze dans un minibus, nous sommes fatigués, nous avons mal aux pieds et au dos*» : tel est le dernier message audio reçu par une tante de Rivaldo établie aux États-Unis et qui devait lui mettre le pied à

l'étrier.

Deux jours plus tard, les autorités mexicaines annonçaient la découverte de 19 corps carbonisés à bord de deux véhicules sur un chemin de campagne près de la frontière américaine. Selon les premiers éléments de l'enquête, les victimes ont été abattues par arme à feu, puis brûlées.

Le père de Rivaldo, Rodolfo Jiménez, 36 ans, assure qu'un passeur l'a appelé pour lui dire que ses «*proches sont morts tragiquement*». «*On les a tués, et on les a brûlés*», lui a dit son interlocuteur.

Tamaulipas, sur le Golfe du Mexique, est sur la route la plus courte pour rejoindre les États-Unis depuis le Guatemala. Mais la région est dangereuse car des gangs y enlèvent, rackettent et assassinent des migrants.

La zone où les corps ont été découverts est réputée pour être le théâtre d'affrontements entre le cartel du Noreste, issu de la bande de Los Zetas, et le cartel rival du Golfo.

La majorité des migrants disparus, issus des villages de la commune de Comitancillo (à environ 300 km de la capitale),

habités par des autochtones mayan mam, sont partis en quête du rêve américain le 12 janvier.

La vie est difficile à Tuilelen, un village de 900 habitants situé dans une zone montagneuse difficile d'accès : on y cultive le maïs, des haricots dans des champs balayés par le vent qui soulève des nuages de poussière.

Près de 60 % des 17 millions de Guatémaltèques vivent ainsi en-dessous du seuil de pauvreté.

Comme dans bien d'autres villages, à Tuilelen, au milieu des masures de pisé et au toit de tôle, les maisons en dur témoignent de l'aisance relative de ceux qui ont des parents qui ont pu s'établir aux États-Unis et qui envoient de l'argent à leurs familles restées au pays.

En dépit de la pandémie de coronavirus, les envois d'argent des émigrés ont apporté l'année dernière à l'économie guatémaltèque le chiffre record de plus de 11,3 milliards de dollars soit près de 15 % du PIB du pays.

## «On les a brûlés !»

Rivaldo était apprenti mécanicien et voulait lui aussi envoyer de l'argent à ses parents et à ses six frères et sœurs, explique son père.

«*Nous savons qu'il y en a qui*



PH. D. D. R.

meurent dans le désert ou dans des accidents... Mais là, on les a tués, et on les brûlés !» se désolait-il.

Selon son père, Rivaldo avait fait appel à un passeur, un «*coyote*», qui lui a réclamé un total de 100 000 quetzales (environ 12 660 dollars) pour son «*travail*». Le jeune homme a versé l'équivalent de 2 500 dollars, le reste du montant devant être payé au fur et à mesure de la progression vers la frontière américaine.

Dans le village voisin de Nueva Esperanza (nouvel espoir), c'est Anderson, âgé de 16 ans qui s'était joint au groupe. Là aussi, le père, Marco Pablo, veille devant la photo de son fils aîné, d'une fratrie de neuf enfants.

«*Son rêve, c'était d'acheter un terrain et de construire une maison. Il n'a pas pu le réaliser*», se lamente Marco. «*On les a brûlés comme s'ils n'étaient pas des êtres humains*», s'indigne-t-il.

M. M.



## Commentaire

Duel

Par Fouzia Mahmoudi

**S**i de plus en plus de personnalités politiques s'agacent en France de l'acharnement médiatique autour d'un duel quasi «*inévitabile*» entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen au second tour de la prochaine élection présidentielle, du côté du Rassemblement National on apprécie de voir la présidente du parti radical de droite faire la Une de tous les médias. Cette dernière a ainsi estimé vendredi que l'hypothèse de sa victoire était devenue «*plausible*» à propos d'un sondage non publié qui la met au coude-à-coude avec Emmanuel Macron au second tour de la présidentielle en 2022. Certes, «*il y a une marge d'erreur, les choses ne sont pas faites, c'est un sondage, c'est une image à un moment donné bien sûr. Mais ce que ça dit, c'est que l'hypothèse de ma victoire est une hypothèse crédible et même plausible*», a déclaré Marine Le Pen lors d'une conférence de presse. «*Ce sondage dit que c'est le moment de se rassembler. Il dit à tous ceux qui n'ont plus envie de la politique d'Emmanuel Macron qu'il est temps de se rassembler autour de ma candidature*», a-t-elle ajouté. Il dit aussi que «*les espérances de candidatures diverses et variées doivent être abandonnées, la situation est trop importante*», et que «*toute la théorie qui a été développée pendant des mois et des mois (selon laquelle) "elle ne peut pas gagner" relevait de la méthode Coué*», a fait valoir la dirigeante du RN. «*Il y a un certain nombre de personnes qui se rassurent en racontant ou en répétant "elle ne peut pas gagner". Ben si, elle peut gagner*», a-t-elle assuré. Le Président français serait crédité de 52 % des intentions de vote au second tour, contre 48 % pour la cheffe du RN, un écart se situant dans la marge d'erreur de l'enquête d'opinion, selon la deuxième partie d'un sondage Harris Interactive, non publiée mais révélée par «*Le Parisien*» et «*L'Express*». Pour le deuxième tour, le sondage indique, selon «*Le Parisien*», qu'un tiers des électeurs de François Fillon (LR) en 2017 seraient prêts à voter Marine Le Pen face au président sortant. Et un électeur de gauche sur deux ne verrait pas l'utilité d'aller aux urnes en cas de duel Macron-Le Pen. Néanmoins, dix-huit mois avant l'élection de 2017, Emmanuel Macron n'était encore qu'un simple ministre presque inconnu du grand public et tous les sondages tablaient sur un duel opposant François Hollande à Nicolas Sarkozy. Il reste encore du temps pour que la table soit une fois encore renversée et que les prévisions d'aujourd'hui soient totalement obsolètes au moment d'avril 2022, avec peut-être un duel où n'apparaîtra ni Macron, ni Le Pen.

F. M.

## Birmanie

### L'armée assure qu'elle respectera la Constitution, le spectre du coup d'État s'éloigne

**L'**armée birmane a assuré, hier, respecter la Constitution, en revirement des déclarations de son commandant en chef qui avait fait craindre un coup d'État.

«*Tatmadaw* (nom officiel des forces armées birmanes) respecte la Constitution actuelle (...) et respectera la loi en la défendant», affirme, hier, l'armée dans une déclaration où elle explique que son commandant en chef a été mal compris.

«*Des organisations et médias ont mal interprété le discours du commandant en chef et l'ont formulé de leur point de vue*», poursuit l'armée birmane.

Depuis plusieurs semaines, la puissante armée birmane a dénoncé de nombreuses irrégularités lors des élections législatives de novembre, massivement remportées par la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de la prix Nobel de la paix 1991, Aung San Suu Kyi, au pouvoir.

La tension est montée d'un cran mardi, lorsqu'un porte-parole de l'armée n'a pas exclu la possibilité d'un coup d'État.

Le lendemain, le général Min

Aung Hlaing, chef de l'armée – sans doute la personne la plus puissante du pays – a déclaré que l'abolition de la Constitution de 2008 pourrait être «*nécessaire*» dans certaines circonstances. Ses commentaires – traduits en anglais et publiés dans le journal *Myawady*, géré par l'armée – ont provoqué une onde de choc dans la démocratie naissante.

La dernière dissolution de la Constitution birmane remonte à 1988, lorsque l'armée avait rétabli une junte au pouvoir après un soulèvement populaire.

Les commentaires du général sur la Constitution, même s'ils n'évoquaient pas directement la possibilité d'un coup d'État, ont alarmé plus d'une douzaine de représentations diplomatiques étrangères ainsi que l'ONU, tandis que les petits partis politiques ont appelé à un dialogue entre Aung San Suu Kyi et les militaires.

L'armée estime que dix millions de cas de fraude ont eu lieu dans les bureaux de vote en novembre, et demande à la commission électorale de

publier les listes électorales aux fins de vérification.

La commission réfute pour sa part toute fraude, en admettant toutefois qu'il y a eu des «*faillies*» dans les listes.

Le parti d'Aung San Suu Kyi, très critiquée à l'international pour sa gestion de la crise des musulmans rohingyas mais toujours adulée par une majorité de la population, a remporté une victoire écrasante en novembre.

Il s'agissait des deuxième élections générales depuis 2011, année de la dissolution de la junte qui a régné pendant un demi-siècle sur le pays.

L'armée conserve toutefois un pouvoir très important, ayant la main sur trois ministères clés (l'Intérieur, la Défense et les Frontières).

L'historien et auteur Thant Myint-U a déclaré que «*la priorité est maintenant de protéger le chemin incroyablement étroit du Myanmar vers la démocratie*».

«*Mais il est tout aussi important de trouver une solution à la crise actuelle qui ne nuise pas aux perspectives de paix future*», a-t-il déclaré à l'AFP.





OGC Nice

## Atal indisponible pour trois semaines

**LE DÉFENSEUR** international algérien de l'OGC Nice (Ligue 1 française de football), Youcef Atal, touché à la cuisse samedi dernier, sera indisponible pour trois semaines, rapporte, vendredi, le quotidien «*Nice-Matin*».

Le latéral droit algérien avait ressenti une douleur à la cuisse à Lens, samedi dernier, quelques secondes après avoir signé le but de la victoire du pied gauche (1-0), à l'occasion de la 21<sup>e</sup> journée du championnat. Selon la même source, des examens ont révélé une petite déchirure qui éloignera Youcef Atal (24 ans) des terrains pendant environ trois semaines.

Le Gym devra donc se pas-

ser de lui lors du derby face à l'AS Monaco mercredi prochain, mais aussi face à Angers quatre jours plus tard et le 10 février, en 32<sup>e</sup> de coupe de France, à Nîmes.

L'ancien joueur de Paradou AC n'a pas été épargné par les blessures depuis l'entame de la saison actuelle, manquant plusieurs rencontres de l'OGC Nice et de la sélection algérienne. Une fragilité physique qui devient un réel problème pour le joueur algérien.

Au terme de la 21<sup>e</sup> journée, l'OGC Nice pointe à la 12<sup>e</sup> place au classement avec 26 points, mais avec un match en moins à disputer en déplacement face à l'Olympique Marseille.

FAF

## Inauguration demain de l'Académie de formation de Sidi Bel-Abbès

**L'INAUGURATION** officielle de l'Académie de formation de Sidi Bel-Abbès aura lieu demain, a indiqué, hier, la Fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

La cérémonie d'inauguration aura lieu en présence des autorités locales, à leur tête le wali de Sidi Bel-Abbès, des personnalités du football ainsi que Kheiredine Zetchi, président de la FAF et des membres du Bureau fédéral.

Pour rappel, le Centre technique régional (CTR) de Sidi Bel-Abbès s'inscrit tout droit dans la stratégie de la FAF pour la relance du football national et

appuyée par les pouvoirs publics qui ont mis à la disposition de l'instance fédérale des infrastructures pour accueillir ces projets d'avenir.

Cette structure accueille une soixantaine de jeunes footballeurs venus de plusieurs régions du pays à la suite d'une large campagne de prospection et qui bénéficieront d'une formation académique de qualité.

Deux autres projets d'académies de la FAF sont au programme. Si à Tlemcen, les travaux ont été entamés en mai 2019, à El-Tarf, ils n'ont pas encore débuté.

CAF

## L'appel d'Ahmad Ahmad contre sa suspension tranché par le TAS avant les élections en mars

**LE TRIBUNAL** arbitral du sport (TAS) examinera le 2 mars prochain à Lausanne la demande d'annulation de la suspension décidée en novembre dernier par la Fifa à l'encontre de l'ex-patron du football africain, Ahmad Ahmad, qui a demandé des «mesures provisionnelles afin de pouvoir se présenter aux élections de la Confédération africaine de football (CAF) prévues le 12 mars 2021».

Dans un communiqué parvenu vendredi, le TAS indique : «D'entente avec M. Ahmad et la Fifa, le TAS a mis en œuvre une procédure accélérée et a fixé la date de l'audience de jugement au 2 mars 2021 (avec un jour de réserve le 3 mars 2021)».

«La Formation arbitrale du TAS, qui est appelée à statuer sur cette affaire, prévoit de rendre une sentence finale peu après le jour de l'audience, soit avant le 12 mars 2021», ajoute la même juridiction sportive.

«En raison notamment d'un risque de dommage irrépa-

vable pour M. Ahmad en cas de maintien de la sanction disciplinaire durant la période précédant les élections de la CAF, la Formation du TAS a accepté la demande de suspendre temporairement les effets de la décision de la Chambre de jugement de la Commission d'éthique de la Fifa jusqu'au prononcé de la sentence finale», précise le TAS, ajoutant que «la Formation a cependant souligné que cette décision provisoire ne préjugait nullement de ce qu'elle décidera dans l'analyse au fond, à l'issue de l'échange des écritures et de l'audience». «En revanche, la Formation arbitrale a rejeté la demande de mesures provisionnelles de M. Ahmad visant à ce qu'il soit fait interdiction à la Fifa de prendre toute décision ayant pour conséquence d'empêcher M. Ahmad ou de lui rendre plus difficile de se présenter à l'élection à la présidence de la CAF prévue le 12 mars 2021», ajoute la même source.

# Un nouveau phénomène pour nos internationaux

## Abeid rejoint le contingent des Algériens au Golfe

■ Un nouveau phénomène semble s'inscrire dans la durée pour ce qui est de nos internationaux qui s'engagent, l'un après l'autre, avec des clubs du Golfe, surtout émiratis, saoudiens et qataris.



Abeid a été attiré par l'aspect financier aux EAU

Par Mahfoud M.

**A** lors que certains attendaient à ce qu'ils soient proches de la retraite pour rejoindre ces clubs et avoir donc une retraite dorée, ce n'est plus le cas aujourd'hui, puisqu'ils signent à un âge où ils devraient pouvoir encore jouer en Europe. Ainsi donc, un autre international vient de signer pour un club du Golfe, plus précisément en Emirats arabes unis. Il s'agit du milieu de terrain Mehdi Abeid qui a quitté le FC Nantes pour rejoindre son nouveau club, Al-Nasr (Emirats arabes unis), selon une information communiquée par son coach Raymond Domenech et qui affirme regretter «l'aberration» du mercato d'hiver. Selon une source interne au club, le joueur de 28 ans, arrivé à Nantes en 2019 et sous contrat

jusqu'en 2022, s'est envolé pour Dubaï, où un accord a été trouvé avec le club émirati Al Nasr pour un transfert d'environ 1,5 million d'euros. «Il est parti», a regretté le nouvel entraîneur nantais devant la presse. Déjà très utilisé auparavant, Abeid, champion d'Afrique avec les «Verts» en 2019, avait disputé l'intégralité des quatre matches de l'ère Domenech (trois nuls et une défaite). «Quand ça arrive comme ça, au dernier moment, c'est un peu gênant. Ça oblige à se réorganiser, à trouver d'autres solutions», a-t-il déclaré, ajoutant qu'il attendait la fin du mercato lundi soir «avec impatience». «Je militais depuis des années en disant que ce mercato d'hiver était une aberration. Il n'a aucun sens, économiquement et sportivement, à part créer des problèmes pour tout le monde et je ne pensais pas y être confronté

aussi vite», a-t-il précisé. Selon lui, le mercato d'hiver devrait être limité «à un joueur joker, pas plus», sinon «c'est une plaie pour tout le monde et pas seulement les entraîneurs». Il faut savoir qu'Abeid n'est pas le seul à partir au Golfe, alors qu'il peut encore jouer sur le Vieux Continent, cela s'est passé aussi avec Brahim qui a quitté le FC Porto pour évoluer au Qatar et Sofiane Hani qui a laissé tomber le Dynamo Moscou pour jouer lui aussi au Qatar. Ces joueurs sont plus attirés par l'aspect financier que le projet sportif, étant donné que le niveau dans ces championnats n'est pas fameux. Il est à se demander si le sélectionneur national, Beldmadi, devra continuer à faire confiance à ces joueurs ou non, sachant qu'ils ne pourront pas progresser dans ces championnats. **M. M.**

West Ham

## Benrahma officiellement transféré

**SAÏD BENRAHMA** est officiellement transféré à West Ham. Le club londonien a annoncé avoir levé l'option d'achat du joueur ce matin.

C'était un secret de polichinelle, c'est désormais officiel : Saïd Benrahma est définitivement transféré à West Ham, comme l'a annoncé le club dans un communiqué officiel.

L'international algérien de 25 ans était prêté par Brentford et son option d'achat estimée à 30 millions d'euros. L'ex-joueur de l'OGC Nice a paraphé un contrat

de 5 ans avec le club de Londres avec qui il est désormais lié jusqu'en juin 2026.

West Ham, qui cherchera à obtenir le prêt de Jesse Lingard, est limité par le règlement de la Premier League anglaise qui ne permet pas à un club de première division de solliciter le prêt de plus de deux joueurs. Or, avec Benrahma et Dawson, les Hammers étaient dans l'impasse. Ils ont donc préféré accélérer les procédures et ont ainsi levé dès à présent l'option de Saïd Benrahma pour pouvoir obtenir

un prêt supplémentaire. Pour autant, il ne faut pas négliger le volet sportif dans cette décision de West Ham. Saïd Benrahma est, en effet, devenu titulaire indiscutable dans le onze de David Moyes (il vient d'enchaîner cinq titularisations d'affilée) après un temps d'adaptation souhaité par son entraîneur. Benrahma est ainsi l'auteur de 4 passes décisives et de nombreuses prestations accomplies. Il ne manque plus qu'un but pour que le bonheur de l'Algérien soit complet !

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Election présidentielle palestinienne

## Marouane Barghouti pourrait se porter candidat

MAROUANE Barghouti, détenu dans les prisons de l'occupation israélienne depuis plusieurs années, pourrait se porter candidat à la prochaine élection présidentielle palestinienne, prévue en juillet prochain, rapportent les médias, citant des sources proches du Fatah.

«Le membre du comité central du Fatah, Marouane Barghouti, serait en train de réfléchir depuis sa cellule de prison israélienne à une candidature aux prochaines élections présidentielles», ont déclaré les mêmes sources.

Si sa candidature devient officielle, Barghouti sera le premier candidat emprisonné de l'histoire de l'occupation israélienne à briguer le plus haut poste de gouvernance palestinien.

Barghouti purge actuellement cinq peines de prison à vie dans une prison de l'occupation israélienne. Il a été emprisonné en 2002 au cours de la seconde Intifada palestinienne.

Des responsables du Fatah, proches des discussions au sujet d'une candidature de Barghouti aux élections, ont

déclaré qu'il envisageait de se porter candidat à la présidence.

La famille de Marouane Barghouti, citée par des médias, a affirmé ne pas être en mesure de confirmer son intention de se porter candidat, précisant que sa position deviendrait plus claire à l'issue d'une réunion prévue au Caire entre les factions politiques palestiniennes pour discuter des élections.

Le Président palestinien, Mahmoud Abbas, avait publié, le 15 janvier dernier, un décret concernant la tenue d'élections parlementaires et présidentielle accordée au président de la Commission électorale, Hanna Nasser, dans la ville de Ramallah en Cisjordanie.

Les prochaines élections générales palestiniennes, les premières depuis 15 ans, devront se tenir en trois étapes.

Les législatives auront lieu le 22 mai, la présidentielle le 31 juillet et le scrutin pour le Conseil national palestinien, organe de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), se tiendra le 31 août. Y. N.

Tamanrasset/En 2020

## Près de 2 400 cas de paludisme recensés

AU MOINS 2 374 cas confirmés de paludisme, dont neuf décès, ont été enregistrés au cours de l'année écoulée dans la wilaya de Tamanrasset, a-t-on appris, hier, auprès des responsables du service des maladies infectieuses à l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Tamanrasset.

Une hausse «sensible» des cas de cette maladie a été observée en 2020 par rapport à l'année précédente, durant laquelle 948 cas et cinq décès ont été signalés, a indiqué le chef de service des maladies infectieuses à l'EPH, D' Lyès Akhamokh.

L'accroissement du nombre de cas de paludisme est dû notamment aux fortes pluies qui sont tombées sur la bande frontalière, une situation climatique qui favorise la reproduction des moustiques vecteurs de cette pathologie, selon le même responsable.

Tous les cas enregistrés sont importés, dont 1 520 ont été signalés à l'hôpital de Tamanrasset, et le reste est réparti à travers les régions d'In Guezzam, Tin Zaouatine et Ain Salah, a-t-il ajouté.

Dans l'objectif d'activer le programme de prévention contre cette maladie à travers les zones frontalières notam-

ment, des cycles de formation sur les moyens de détecter le paludisme et le traitement des patients ont été initiés au profit des médecins et des équipes médicales au niveau des zones d'In Guezzam et Tin Zaouatine, a-t-il expliqué.

Des interventions ont été exécutées récemment à travers les zones frontalières, avec le soutien des unités de l'Armée nationale populaire (ANP), pour éliminer les étangs et les marais, afin de lutter contre la propagation des vecteurs de la maladie, a-t-il fait savoir. M. O.

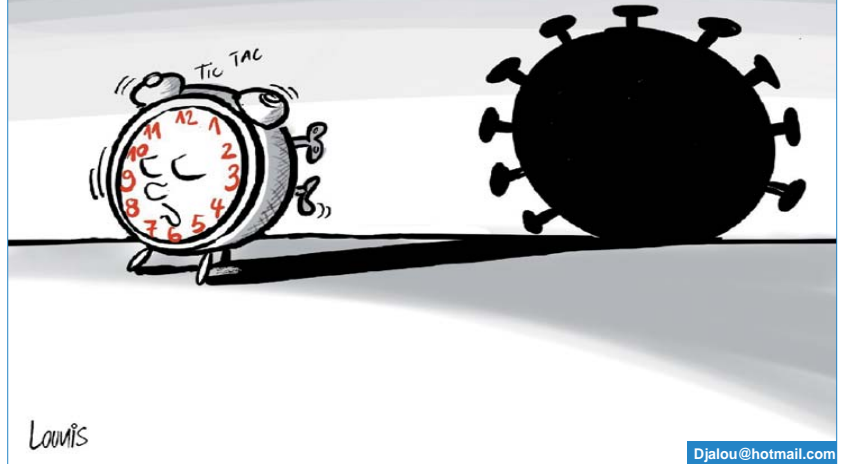
Tizi-Ouzou

## Recherche, depuis jeudi, d'un vieil homme disparu

UNE OPÉRATION de recherche d'un vieil homme âgé de 77 ans, disparu depuis jeudi au village Ihistine, à Ait Yahia Moussa, au sud-ouest de Tizi-Ouzou, se poursuit encore, a indiqué, hier, un communiqué de la Protection civile.

Pas moins de 140 agents de la Protection civile des unités de Draa El Mizan, Ouadhias, Tizi-Ghenif et Draa Ben-Khedda, ont été mobilisés pour les besoins de cette opération à laquelle participent également les brigades canines de la Protection civile de Médéa et d'El Hamiz (Alger).

Couvre-feu réaménagé de 20h à 5h



Djalou@hotmail.com

Ferhat Ait Ali Braham :

## Les délais d'acquisition des véhicules importés ne relèvent pas des prérogatives du ministère

■ Le ministère de l'Industrie a pour rôle l'octroi des agréments définitifs d'importation au profit des opérateurs répondant aux conditions du cahier des charges et non de définir les délais d'arrivée des premiers véhicules, a estimé, samedi, à Alger, le ministre de l'Industrie, Ferhat Ait Ali Braham.

Par Salah G.

Interrogé par la presse sur les délais d'importation des premiers véhicules neufs lors d'une conférence organisée par l'Institut national des études de stratégie globale (INESG), le ministre a estimé que le ministère a pour rôle l'octroi des agréments d'importation et non de définir les délais d'acquisition, estimant non pertinents les questionnements réguliers sur la date d'entrée des premiers véhicules neufs par les concessionnaires agréés.

«Ce ne sont pas des prérogatives du ministère de l'Industrie ou du ministère du Commerce de définir les dates d'entrée des véhicules. C'est à l'opérateur de définir comment, quand et d'où il doit acquérir les véhicules après l'octroi de son agrément définitif», a expliqué M. Ait Ali Braham, au moment où quatre autorisations provisoires ont été récem-

ment accordées par le ministère.

Par ailleurs, interrogé sur la lutte contre le marché parallèle des devises, notamment au niveau de la place du Square Port-Saïd à Alger, M. Ait Ali Braham a estimé que «le Square n'est pas une zone à vider, c'est une logique à tarir».

«Le citoyen a besoin d'un accès à un moyen d'échange de la devise. Fermer le Square peut se faire physiquement mais la pratique ira vers d'autres lieux», a-t-il expliqué, ajoutant que la transparence des transactions financières imposera la fin des opérations suspectes au niveau des marchés parallèles, permettant ainsi au citoyen d'accéder à la devise de manière réglementaire.

## L'industrie de l'amont privilégiée dans la nouvelle politique de relance de l'industrie nationale

Par ailleurs, le ministre a évoqué, lors de la conférence, les contours du plan de relance de l'économie nationale s'appuyant sur une réelle industrie solide, impliquant l'activité de transformation dans différents secteurs d'activité.

Dans ce cadre, M. Ait Ali Braham a affirmé que le soutien de l'Etat, notamment via les facilitations fiscales portées par la loi de finances 2021, sera orienté vers l'amont industriel.

Les soutiens fiscaux et parafiscaux seront orientés, a-t-il dit, vers l'industrie d'intégration et vers la réhabilitation de l'outil industriel existant.

«Tout opérateur transformant la matière première aura la prio-

rité en matière de financement», a-t-il assuré, notant que le secteur public possède les capacités et l'outil industriel pour activer dans ce créneau.

Citant une liste non exhaustive des principaux secteurs concernés, le ministre a énuméré la pétrochimie, les mines et l'industrie mécanique.

Concernant la pétrochimie, le ministre a fait savoir que des projets d'investissement sont en cours de réalisation, notamment dans la fabrication de polymères.

De plus, il s'agit de l'exploitation rationnelle du secteur minier national pour la transformation de ces ressources au niveau local et non pas pour exporter du minerai brut.

Le ministre a également évoqué la relance économique nationale à travers l'appui de l'industrie mécanique, expliquant que la locomotion électrique prendra le dessus sur la thermique dans les prochaines années.

«Dans notre politique de relance, l'industrie publique mécanique doit s'appuyer sur des bases et des techniques nouvelles avec des ressources humaines issues des universités algériennes», a-t-il estimé.

En outre, questionné sur l'Eniem, M. Ait Ali Braham a indiqué que le plan de sauvetage immédiat de l'entreprise a été imposé par le contexte social, «mais le plan réel de sauvetage consiste à relancer effectivement l'ambition qu'avait l'Eniem lors de sa création, à savoir réaliser une intégration maximale».

S. G.

K. L.